

Monsanto, la firme qui a un problème avec la vérité

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 21 MAI 2019



Le Roundup de Monsanto, le désherbant le plus vendu au monde. © Reuters

Faux journalistes, faux scientifiques, fausses études, faux paysans... Depuis des années, le producteur de glyphosate et d'OGM Monsanto, racheté par Bayer, tente par tous les moyens d'influencer l'information qui le concerne.

Les procès que vient de perdre Monsanto, aux États-Unis, n'ont pas que pour effet de déléster la firme de **80 millions de dollars pour l'un, de 2 milliards pour l'autre**, ni même d'accentuer la chute du cours de bourse de Bayer – qui a racheté Monsanto à l'été 2018 –, ils mettent de nouveau en lumière les pratiques pour le moins douteuses de la firme.

Samedi 18 mai, l'Agence France-Presse a en effet raconté comment une employée de FTI Consulting, un énorme cabinet de conseil et de relations publiques, **s'était fait passer, pendant le procès** opposant en mars un utilisateur de Roundup (l'herbicide au glyphosate) au groupe, pour une journaliste pigiste, travaillant notamment pour la BBC et *The Inquirer*.

Sur son site, FTI Consulting présente la jeune femme comme une « *ancienne reporter tech* », « *excellente rédactrice et tacticienne [qui] donne vie à beaucoup de nos campagnes* ». Selon FTI, dont les propos sont rapportés par *Le Parisien*, « *la mission donnée à l'employée en question était d'assister au procès et son but était expressément et uniquement de prendre des notes sur les débats* ».

Ce cas est loin d'être isolé. À l'occasion des « **Monsanto Papers** », révélés en octobre 2017, le quotidien *Le Monde* rapportait que plusieurs articles

du biologiste américain Henry Miller, publiés dans le magazine *Forbes*, avaient en réalité été écrits presque entièrement par des salariés de Monsanto. Le but ? Contrer les travaux du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), concluant que le glyphosate est un « *cancérogène probable* » pour l'homme.

Le Monde raconte : « *Un cadre de la compagnie sollicite Henry Miller, qui a déjà produit sur le sujet : "Souhaitez-vous en écrire davantage au sujet du CIRC, son processus et sa décision controversée ? lui demande-t-il par courriel. J'ai les informations de base et je peux les fournir si besoin." M. Miller accepte, mais à condition de "partir d'un brouillon de haute qualité".* » Le texte finalement publié sur le site de *Forbes* sera le brouillon envoyé, quasiment pas modifié.

Dès 2012, l'Observatoire européen des entreprises (CEO) avait montré que Monsanto s'était appuyé sur le site Science Media Centre, basé à Londres, pour essayer de démonter l'étude produite au même moment par le professeur Séralini sur les OGM. Or, ce site est financé à 70 % par des entreprises, « *dont les grands noms de l'industrie de la biotechnologie. BASF, Bayer, Novartis, CropLife International* », **explique Basta! à l'époque.**

Les journalistes, les vrais, sont par ailleurs particulièrement ciblés par la firme, **comme l'ont révélé le 9 mai *Le Monde* et France 2.** Parmi les plus de 200 personnalités fichées selon leur positionnement sur le glyphosate, la moitié sont journalistes. Le fichier – et un autre de 80 noms – vise également des membres d'ONG, des personnalités politiques ou des responsables syndicaux. Plusieurs plaintes ont été déposées.

Quand l'obtention d'articles de presse favorables ne suffit pas, Monsanto remonte parfois d'un cran dans la source, en tentant de placer des études bidons dans les revues scientifiques. On parle alors de « *ghostwriters* » (« auteurs fantômes »). La chose avait déjà été évoquée par Marie-Monique Robin, réalisatrice du

documentaire *Le Monde selon Monsanto*. Les « Monsanto Papers » ont démontré que la firme avait bien recours à ce type de fraudes scientifiques.

Dans les faits, des cadres de l'entreprise produisent une étude biaisée, destinée par exemple à prouver l'innocuité d'un de ses produits. Un scientifique de renom est ensuite approché, à qui l'on propose de l'argent en échange de sa signature. Selon *Le Monde*, les cadres de Monsanto eux-mêmes utiliseraient, dans leurs correspondances, le terme de « ghostwriting ».

Sauf que, comme le rappelle dans **un billet de blog Marie-Monique Robin**, le groupe ne parvient pas toujours à ses fins. « En 1999, Monsanto demande au Britannique James Parry d'évaluer les études internes de la firme et les études publiées dans la littérature scientifique, écrit la journaliste. Le spécialiste mondial de la génotoxicité conclut que le glyphosate est "clastogène" (c'est-à-dire qu'il affecte le matériel génétique). Colère de Monsanto qui regrette de l'avoir payé et s'empresse de mettre son rapport dans un tiroir. »



Le Roundup de Monsanto, le désherbant le plus vendu au monde. © Reuters

Monsanto a usé d'une autre technique pour tromper le public, ou les médias. Le 3 novembre 2018, le **quotidien britannique *The Independent*** et Greenpeace révélait que le groupe avait créé de toutes pièces des groupes de faux paysans dans huit pays d'Europe. Ils s'appelaient « *Freedom to farm* » en Grande-Bretagne, « Agriculture et liberté » en France ou encore « *Raum für Landwirtschaft* » en Allemagne.

La campagne « Agriculture et liberté » a été particulièrement active en France, signale *The Independent*. Le groupe d'agriculteurs disposait d'un stand au salon de l'agriculture, à Paris, en 2018, d'un site, d'une page Facebook et même d'un compte Twitter.

Derrière cette opération : l'agence Red Flag Consulting, basée à Dublin, et une autre agence, liée à la campagne de Trump aux États-Unis, nommée Lincoln Strategy. Ces deux compagnies n'apparaissent pas sur le site français, tout comme le nom de Monsanto.

Pour sa défense, le responsable média de Bayer affirme que ce projet « est géré par Red Flag et soutenu par une coalition d'utilisateurs et de fabricants de glyphosate et d'autres produits phytosanitaires, dont Monsanto. Cet effort est soutenu par des milliers d'agriculteurs de différents pays européens, qui ont fait entendre leur voix en faveur d'un accès continu à cet outil vital pour une agriculture moderne et durable ».

Mais celui-ci poursuit, plus prudemment : « En ce qui concerne l'avenir de ce programme : le processus d'intégration de Monsanto au sein de Bayer vient de commencer fin août 2018. Dans ce contexte, toutes les initiatives existantes au sein de Monsanto seront examinées et évaluées dans les mois à venir, à la lumière des principes directeurs de Bayer en matière de transparence et de dialogue. »

Peu après ces révélations, des agriculteurs – des vrais – sont montés au créneau pour défendre l'initiative « Agriculture et liberté », dans un texte signé par des dizaines de personnes. Ce fut le cas par exemple de Denis Fumery, **dans une tribune aux *Échos***. Ce fut également celui de Vincent Guyot.

Mais ce dernier est à présent moins sûr de lui, **d'après le dernier numéro d'« Envoyé spécial »**, diffusé jeudi 16 mai.

Signataire d'une tribune en défense du glyphosate il y a 18 mois, Vincent Guyot reconnaît aujourd'hui ne pas être réellement l'auteur du texte, qui lui a en réalité été soumis par « Agriculture et liberté ». Et de fait, dans une première version de la tribune sur le site des *Échos*, c'est le nom de Julie Dramard, une communicante, qui apparaît dans la signature.

France 2 relevait également le cas d'Armelle Fraiture, également signataire du texte, présentée comme agricultrice. Celle-ci n'était en réalité qu'étudiante, et

avait travaillé sur le stand d'« Agriculture et liberté ». La chaîne signale encore d'autres signataires qui n'étaient vraisemblablement pas au courant.

Quid des institutions ? Si Monsanto n'utilise évidemment pas de faux commissaires ou députés européens, il semble que l'entreprise parvienne tout de même à ses fins aussi dans ce domaine. En juillet 2017, au moment où le débat est intense pour savoir si l'Europe renouvelle la licence du glyphosate, la commission européenne s'y déclare favorable. Elle se base pour cela sur un rapport de l'EFSA (Agence européenne de sécurité des aliments).

Or, comme le révèlent deux quotidiens, **le Guardian britannique** et **LaStampa** italienne, un des passages majeurs de ce rapport n'est autre qu'un copier-coller d'un document déposé en 2012 par Monsanto au nom de la « Glyphosate Task Force », un consortium de plus d'une vingtaine d'entreprises commercialisant des produits à base de glyphosate en Europe. « *Les sections du rapport de l'Efsa qui réexaminent les études publiées sur l'impact potentiel du glyphosate*

sur la santé humaine sont copiées, quasiment mot pour mot, sur le dossier présenté par Monsanto », écrit alors La Stampa.

L'Europe n'est pas la seule concernée. Dans les « Monsanto Papers », on apprenait ainsi que Jess Rowland, chargé de mener le processus de révision du glyphosate au sein de l'agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA), était en liaison constante avec Monsanto.

Dans sa note de blog citée plus haut, qui recense selon les termes mêmes de Marie-Monique Robin les « coups tordus » de Monsanto, la journaliste évoque également l'utilisation de « trolls » « *qui harcèlent les "opposants" sur des sites internet, en relayant de fausses informations ou des "arguments" fournis par Monsanto* ».

À mesure que Monsanto enchaînera de coûteuses défaites devant les tribunaux, entraînant d'encore plus coûteuses chutes en Bourse, il est fort peu probable que le géant change de méthodes.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.